

3° het bewijs van de datum van de opdracht om met de werkzaamheden te beginnen;

4° de aanduiding in volle letters dat de opdrachtgever kiest voor de toepassing van de regeling voor de waardevolle benutting van grond als bedoeld in bijlage 1 van het besluit van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt, zoals die vóór 1 mei 2020 van kracht was, voor een periode die niet langer is dan 31 oktober 2020, en dat hij het betrokken bedrijf belast met de werken hiervan op de hoogte stelt, onverminderd het recht van de ontvangende site om een kwaliteitscontrole op de grond te eisen of uit te voeren;

5° de datum en de handtekening van de opdrachtgever.

De aangifte zorgt ervoor dat men wordt vrijgesteld van de toepassing van de hoofdstukken II tot en met VI van dit besluit voor de afvoer van de grond, tot 31 oktober 2020.

Voor de opdrachtgever die de aangifte heeft ingediend, blijven de gebruikscertificaten, verstrekt voor de verwerking van grond en ontsmette grond overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de benutting van sommige afvalstoffen begunstigd wordt, geldig tot en met 31 oktober 2020, voor de werken waarop de aangifte betrekking heeft.”.

Art. 2. In artikel 64, vierde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “onverminderd artikel 63/1, § 2;” ingevoegd na de woorden “1 mei 2020”.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2020.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 april 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen,
Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/20894]

30 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon visant la mise en place d'un crédit à taux zéro octroyé par la Société wallonne du Crédit Social et relatif au paiement du loyer

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Vu le Code wallon de l'habitation durable, article 175.2 ;

Vu le décret du 17 mars 2020, octroyant au Gouvernement wallon des pouvoirs spéciaux dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire du Covid-19 ;

Vu le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et des guichets du crédit social ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 21 du 22 avril 2020 modifiant l'article 175.2 du Code wallon de l'habitation durable visant un élargissement des missions de la Société wallonne du crédit social ;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant la décision du Gouvernement fédéral du 18 mars 2020 traduite dans l'Arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, prolongée par décision du 27 mars 2020 visant à restreindre les déplacements et à limiter les contacts sociaux ;

Considérant que le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation ne prévoit pas de disposition particulière en matière de loyer (révision, report ou étalement du paiement) en cas de force majeure ;

Considérant l'enquête sur le budget des ménages de Statbel qui indique que : « le logement représente la plus grande partie des dépenses des ménages belges (35,6%), 30,3%, soit 10.837 euros, étant consacrés à l'habitation en elle-même : le loyer, l'eau, l'énergie, l'entretien et les autres frais. Les 5,3% restants, soit 1.878 euros, sont consacrés à l'achat de meubles, d'articles de ménage et d'entretien, d'outillage pour maison et jardin, etc. Les autres gros postes de dépense sont l'alimentation, les boissons et le tabac (16% soit 5.744 euros) et les transports (11,4% soit 4.065 euros). Ces données proviennent des résultats de l'enquête sur le budget des ménages que Statbel, l'office belge de statistique, a organisé en 2018 auprès de plus de 6.000 ménages ;

Considérant que les mesures de confinement ont un impact direct ou indirect sur la capacité des wallons à subvenir à leurs besoins et à payer leur loyer ;

Considérant que dans son enquête « Épargner ... ou pas ? », la FSMA rappelle qu'un belge sur 3 n'est pas en mesure de constituer une épargne de précaution par manque de disponibilités financières ;

Considérant que les mesures de confinement ont un impact direct sur les revenus de certains travailleurs-locataires ;

Qu'il est nécessaire et urgent de mettre en place des mesures permettant aux locataires en difficulté suite à une perte de revenus dues aux mesures de confinement de payer leur loyer et ainsi éviter d'une part la paupérisation ;

Qu'il s'agit dès lors d'une mesure générale permettant l'étalement du paiement du loyer pour les locataires en difficultés ;

Vu le rapport du 15 avril 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 avril 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 avril 2020 ;

Vu la décision du Conseil d'administration de la Société wallonne du Crédit social du 28 avril 2020 ;

Considérant le contrat de gestion 2013-2018 conclu le 1^{er} octobre 2013 entre la Région wallonne et la Société wallonne du crédit social et l'avenant 2018-2019 approuvé par le Gouvernement wallon le 8 novembre 2018 ;

Sur la proposition du Ministre du Logement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Définitions

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Société : la Société wallonne du crédit social ou le guichet, société de crédit social bénéficiant d'un agrément de la Région donné par la Société, intervenant en tant que prêteur ;

2° demandeur : la personne physique, inscrite ou en voie d'inscription au registre de la population ou au registre des étrangers avec autorisation de séjour d'une durée illimitée, qui sollicite l'octroi d'un crédit auprès de la Société, tel que visé à l'article 2 ;

3° crise : la crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 ;

4° personne à charge : la personne à charge telle que définie à l'article 1^{er}, 5° du Règlement général du 16 mai 2019 définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et des guichets du crédit social ;

5° revenus imposables : les revenus imposables tels que définis à l'article 1^{er}, 6° du Règlement général du 16 mai 2019 définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et des guichets du crédit social ;

6° RGPD : le Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE.

Art. 2. Généralités

§ 1^{er}. La Société octroie un crédit à taux zéro au demandeur âgé de dix-huit ans au moins, ou mineur émancipé, aux conditions prévues dans le présent arrêté.

Ce crédit est consenti en vue de permettre au demandeur touché par la crise de couvrir le paiement de son loyer, pour un bail visé au § 3, pour une période de six mois maxima.

§ 2. La demande de crédit doit parvenir à la Société au plus tard le 30 juin 2020.

§ 3. Le demandeur, domicilié en Région wallonne, est le preneur d'un bail de résidence principale ou d'un bail de colocation d'un bien situé en Wallonie, d'un bail étudiant ou le preneur d'un logement d'intérêt public ne pouvant bénéficier d'une révision de loyer prévue réglementairement à l'article 29, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les Sociétés de logement de service public ;

Art. 3. Conditions

§ 1^{er}. Le demandeur répond aux conditions cumulatives suivantes :

1° il subit une perte de revenus suite à la crise ;

2° il est en ordre de paiement de loyers jusqu'au loyer échu de février 2020 ;

3° ses revenus imposables n'excèdent pas 53.900 euros, à majorer de 5.000 euros par personne à charge.

§ 2. En outre, les demandeurs déclarent sur l'honneur que :

1° lorsque les loyers pour lesquels un crédit est sollicité concernent le paiement d'un bail d'un bien situé en Wallonie contracté par les demandeurs ou par l'un d'entre eux, ils ne sont pas plein-propriétaires ou usufruitiers seuls ou ensemble d'un logement ;

2° lorsque les loyers pour lesquels un crédit est sollicité concernent le paiement d'un bail étudiant, les preneurs du bail étudiant ne peuvent être plein-propriétaires ou usufruitiers seuls ou ensemble d'un logement autre que le logement leur servant de résidence principale ;

3° leurs avoirs mobiliers sur les comptes à vue et d'épargne, ainsi que dans leur portefeuille d'investissement (à l'exclusion de l'épargne-pension), auprès de l'ensemble des organismes bancaires sont inférieurs à 25.000 euros au moment de la demande de crédit visé à l'article 2.

Art. 4. Responsabilité des prêteurs et octroi des crédits

§ 1^{er}. Dans le respect des dispositions relatives à la responsabilité des prêteurs définies dans le Livre VII du Code de droit économique et du RGPD, la Société récolte l'ensemble des données et informations nécessaires lui permettant d'apprécier la capacité financière du demandeur en vue de décider de lui accorder ou de lui refuser le crédit.

§ 2. Sauf impossibilité technique et organisationnelle, la Société collecte directement les données relatives aux allocations familiales auprès des Caisses d'allocations familiales, les données relatives aux revenus auprès du SPF Finances, les données relatives à la composition de ménage auprès du SPF Intérieur et les données relatives au handicap auprès du SPF Sécurité sociale. En cas d'impossibilité technique ou organisationnelle, la Société réclame ces informations auprès du demandeur.

§ 3. La Société peut également conditionner l'octroi du crédit à la production de toute sûreté qu'elle estimerait utile au vu de la situation financière, de l'état d'endettement et des antécédents de solvabilité du demandeur.

Art. 5. Constitution du dossier

La Société requiert du demandeur tous documents nécessaires à l'instruction de la demande de crédit.

Art. 6. Forme du crédit

Le crédit est octroyé sous la forme d'un crédit à la consommation.

Art. 7. Montant du crédit et libération des fonds

§ 1^{er}. Le montant du crédit octroyé correspond à minimum trois mois de loyers et à maximum six mois de loyers, selon la demande du demandeur.

§ 2. Le montant du crédit est versé mensuellement par la Société à l'emprunteur, à charge pour l'emprunteur de le verser au bailleur, ou directement au bailleur si l'emprunteur marque son accord.

Le versement mensuel est effectué sur base de demandes de fonds rentrées par l'emprunteur chaque mois auprès de la Société.

Art. 8. Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt débiteur du crédit est fixé à zéro pour cent.

Art. 9. Durée du crédit

Le crédit est octroyé pour une durée maximale de trente-six mois.

Art. 10. Remboursement du crédit

§ 1^{er}. Le crédit est remboursable par termes mensuels constants.

§ 2. L'emprunteur cède à la société la quotité cessible de son salaire, traitement, indemnités à concurrence de tous montants exigibles, par une convention distincte annexée au contrat de crédit.

Art. 11. Traitement des réclamations

La Société prend en compte et traite avec diligence toute réclamation introduite par le demandeur.

Art. 12. Entrée en vigueur

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 30 avril 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P.-Y. DERMAGNE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/20894]

30 APRIL 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van een nultariefkrediet toegekend door de "Société wallonne de crédit social" en betreffende de betaling van de huur

De Waalse Regering,

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet op het Waals Wetboek van Duurzaam Wonen, artikel 175.2;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis Covid-19;

Gelet op het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot goedkeuring van het algemeen reglement houdende de algemene beginselen tot toekenning van kredieten door de "Société wallonne de crédit social" (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) en de "Guichets du crédit social" (Sociaal kredietloketten);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 21 van 22 april 2020 tot wijziging van artikel 175.2 van het Waals Wetboek van Duurzaam Wonen waarbij een uitbreiding van de opdrachten van de "Société wallonne du crédit social" beoogd wordt;

Overwegende dat op 11 maart 2020 de WGO het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Gelet op de verklaring van de WGO over de kenmerken van het coronavirus COVID-19, met name de hoge besmettelijkheid, het mortaliteitsrisico en het aantal ontdekte gevallen;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op het Europese grondgebied en in België;

Gelet op het gezondheidsrisico van het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking;

Gelet op de beslissing van de federale regering van 18 maart 2020 zoals weergegeven in het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, verlengd bij de beslissing van 27 maart 2020 om de verplaatsingen te beperken en de sociale contacten te beperken;

Overwegende dat het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst geen bijzondere bepaling betreffende de huurprijs (herziening, uitstel of spreiding van de betaling) in geval van overmacht bevat;

Gelet op het huishoudbudgetonderzoek van Statbel dat het volgende vermeldt: "het grootste deel van de Belgische gezinsuitgaven (35,6%) gaat naar de woning, waarbij 30,3% of 10.837 euro per jaar besteed wordt aan de huisvesting zelf: huur, water, energie, onderhoud en andere kosten. De resterende 5,3% of 1.878 euro per jaar wordt besteed aan de aankoop van meubelen, huishoudtoestellen en onderhoudsproducten, gereedschap voor huis en tuin,... Andere grote uitgavenposten zijn voeding, drank en tabak (16% of 5.744 euro) en transport (11,4% of 4.065 euro). Deze gegevens komen voort uit de resultaten van het huishoudbudgetonderzoek dat Statbel, het Belgische statistiekbureau, heeft georganiseerd in 2018 bij meer dan 6.000 huishoudens;

Overwegende dat de lockdownmaatregelen een rechtstreeks of onrechtstreeks effect hebben op het vermogen van de Walen om in hun behoeften te voorzien en hun huur te betalen;

Overwegende dat in haar onderzoek "Sparen, ... of niet?" de FSMA erop wijst dat één op drie Belgen niet uit voorzorg spaart omdat hij niet over de financiële mogelijkheden beschikt;

Overwegende dat de lockdownmaatregelen een rechtstreeks effect hebben op het inkomen van bepaalde werknemers-huurders;

dat het noodzakelijk en dringend is om maatregelen te treffen om huurders die in moeilijkheden verkeren als gevolg van een inkomensverlies door de lockdownmaatregelen in staat te stellen hun huur te betalen en bijgevolg verarming te voorkomen;

Dat het dan ook om een algemene maatregel gaat die het mogelijk maakt de betaling van de huur over de tijd te spreiden voor huurders in moeilijkheden;

Gelet op het rapport van 15 april 2020, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 april 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 april 2020;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de "Société wallonne du crédit social" van 28 april 2020;

Gelet op het beheerscontract 2013-2018 gesloten op 1 oktober 2013 tussen het Waalse Gewest en de "Société wallonne du Crédit social" en gelet op het aanhangsel 2018-2019 goedgekeurd door de Waalse Regering op 8 november 2018;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Definities

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° Maatschappij: de « Société wallonne du crédit social » of het loket van het sociaal krediet, met erkenning van het Gewest verleend door de Maatschappij, indien het optreedt als kredietgever;

2° aanvrager: de natuurlijke persoon, ingeschreven of op weg om ingeschreven te zijn in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister met een verblijfsvergunning van onbepaalde duur, die de toekenning van een krediet aanvraagt bij de Maatschappij, zoals bedoeld in artikel 2;

3° crisis: de gezondheids crisis gebonden aan het coronavirus COVID-19;

4° persoon ten laste: de persoon ten laste zoals omschreven in artikel 1, 5°, van het algemeen reglement van 16 mei 2019 houdende de algemene beginselen tot toekenning van kredieten door de "Société wallonne de crédit social" (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) en de "Guichets du crédit social" (Sociaal kredietloketten);

5° belastbare inkomens: de belastbare inkomens zoals omschreven in artikel 1, 6°, van het algemeen reglement van 16 mei 2019 houdende de algemene beginselen tot toekenning van kredieten door de "Société wallonne de crédit social" en de "Guichets du crédit social";

6° AVG: de Europese Verordening 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

Art. 2. Algemeen

§ 1. De Maatschappij verleent een nultariefkrediet aan de aanvrager die minstens 18 jaar oud is of aan de ontvoogde minderjarige, aan de in dit besluit bepaalde voorwaarden.

Dit krediet wordt toegekend om de door de crisis getroffen aanvrager in staat te stellen de betaling van zijn huur te dekken, voor een huurcontract zoals bedoeld in § 3, voor een periode van maximaal zes maanden.

§ 2. De kredietaanvraag dient uiterlijk tegen 30 juni 2020 bij de Maatschappij ingediend te worden.

§ 3. De aanvrager, gedomicilieerd in het Waalse Gewest, is de huurder van een huurovereenkomst voor hoofdverblijfplaats of van een medehuurovereenkomst van een in Wallonië gelegen goed, van een studentenhuurovereenkomst of de huurder van een woning van algemeen nut die niet kan genieten van een huurherziening reglementair voorzien in artikel 29, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen;

Art. 3. Voorwaarden

§ 1. De aanvrager voldoet aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° hij ondergaat een inkomensderving als gevolg van de crisis;

2° hij heeft al zijn huurgelden betaald tot het verschuldigd huurgeld van februari 2020;

3° zijn belastbare inkomens bedragen niet meer dan 53.900 euro, te verhogen met 5.000 euro per persoon ten laste.

§ 2 Bovendien verklaren de aanvragers op erewoord dat:

1° wanneer de huurprijzen waarvoor een krediet wordt aangevraagd, betrekking hebben op de betaling van een huurovereenkomst van een in Wallonië gelegen goed die door de aanvragers of door een van hen is gesloten, zijn zij geen volle eigenaar of vruchtgebruiker, alleen of samen, van een woning;

2° wanneer de huurprijzen waarvoor een krediet wordt aangevraagd, betrekking hebben op de betaling van een studentenhuurovereenkomst, mogen de huurders van de studentenhuurovereenkomst geen volle eigenaar of vruchtgebruiker zijn, alleen of samen, van een andere woning dan de woning die als hun hoofdverblijfplaats gebruikt wordt;

3° hun roerende activa op zicht- en spaarrekeningen alsook in hun beleggingsportefeuille (exclusief pensioensparen) bij alle bankinstellingen op het moment van de kredietaanvraag als bedoeld in artikel 2 minder dan 25.000 euro bedragen.

Art. 4. Verantwoordelijkheid van de kredietgevers en toekenning van de kredieten

§ 1. Met inachtneming van de bepalingen betreffende de verantwoordelijkheid van de kredietgevers, bedoeld in Boek VII van het Wetboek van economisch recht en de AVG, zorgt de Maatschappij voor de inzameling van alle nodige gegevens en informatie op grond waarvan het financiële vermogen van de aanvrager beoordeeld kan worden alvorens te beslissen hem het krediet toe te staan of te weigeren.

§ 2. Tenzij dit technisch en organisatorisch onmogelijk is, verzamelt de Maatschappij rechtstreeks de gegevens betreffende de kinderbijlagen bij de Kinderbijlagfondsen, de gegevens betreffende de inkomens bij de FOD Financiën, de gegevens over de samenstelling van het gezin bij de FOD Binnenlandse Zaken en de gegevens betreffende de handicap bij de FOD Sociale Zekerheid. Tenzij dit technisch of organisatorisch onmogelijk is, vraagt de Maatschappij de aanvrager om deze informatie.

§ 3. De Maatschappij kan de toekenning van het krediet ook afhankelijk maken van de overlegging van elke zekerheid die zij nuttig zou achten gelet op de financiële toestand, het niveau van de schuldenlast en de solvabiliteitsantecedenten van de aanvrager.

Art. 5. Samenstelling van het dossier

De Maatschappij verzoekt de aanvrager om alle stukken die nodig zijn voor het onderzoek van de kredietaanvraag.

Art. 6. Vorm van het krediet

Het krediet wordt verleend in de vorm van een consumentenkrediet.

Art. 7. Kredietbedrag en vrijgave van de geldmiddelen

§ 1. Het toegekende kredietbedrag komt overeen met minimaal drie maanden huur en maximaal zes maanden huur, naar gelang van de aanvraag van de aanvrager.

§ 2. Het kredietbedrag wordt maandelijks door de Maatschappij aan de lener gestort, waarbij de lener het aan de verhuurder betaalt, of rechtstreeks aan de verhuurder indien de lener hiermee instemt.

De maandelijks storting wordt uitgevoerd op basis van de maandelijks verzoeken om middelen die de lener maandelijks bij de Maatschappij indient.

Art. 8. Rentevoet

De debetrente op het krediet is vastgesteld op nul procent.

Art. 9. Duur van het krediet

Het krediet wordt verleend voor een periode van maximaal zesendertig maanden.

Art. 10. Terugbetaling van het krediet

§ 1. De krediet wordt door middel van constante maandelijks termijnen terugbetaald.

§ 2. De lener staat het overdraagbare gedeelte van zijn salaris, wedde, vergoedingen ten belope van alle opeisbare bedragen aan de Maatschappij af op grond van een afzonderlijke overeenkomst gevoegd bij de kredietovereenkomst.

Art. 11. Behandeling van de klachten

Elke door de aanvrager ingediende klacht wordt door de Maatschappij in aanmerking genomen en met spoed behandeld.

Art. 12. Inwerkingtreding

Dit besluit treedt in werking op de dag van ondertekening ervan.

Namen, 30 april 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,

P.-Y. DERMAGNE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/20895]

4 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des mesures d'urgence en matière de reprise du contrôle technique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20;

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité ;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 modifié par l'arrêté ministériel du 17 avril 2020 ;